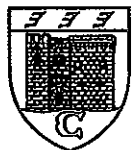


Crest, le 13 mars 2015



VILLE DE
CREST

Direction Générale des Services
Affaire suivie par Corinne MEUVRET
☎ 04 75 76 61 18
Nos réf. : DGS/CM/AT – 2015/97

Madame, Monsieur le Conseiller municipal,

Le Conseil Municipal est convoqué le :

Vendredi 20 mars 2015 à 21 h

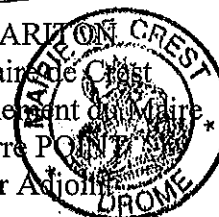
Salle Max TABARDEL

(3^{ème} étage de la Mairie).

Je vous prie de bien vouloir assister à cette réunion.

Recevez, Madame, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes salutations distinguées.

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest
Par empêchement du Maire*
Jean-Pierre POINTE
Premier Adjoint



ORDRE DU JOUR

- Voir liste ci-jointe -

NOTE RELATIVE AUX PROCURATIONS

En cas d'impossibilité, je vous rappelle que vous avez la faculté de donner procuration à un autre membre du Conseil Municipal au moyen de la formule au dos. Pour assurer le respect des règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales*, il y aura lieu, toutefois, de vous assurer que le Conseiller choisi n'est pas titulaire d'une autre procuration.

**Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2121.20*

Un Conseiller Municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.

Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2015
- 2 - Vote du taux d'enlèvement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2015
- 3 – Travaux de prévention contre les inondations : Création de bassins de rétention Quartier Saint Antoine – 1ère tranche de travaux : Demande de subvention au titre de la D.E.T.R.
- 4 – Travaux de réfection et de sécurisation de la voirie : Demande de subvention au titre de la réserve parlementaire
- 5 - Acquisition d'un serveur de vidéosurveillance : Demande de subvention au titre de la réserve parlementaire
- 6 - Accord de la commune à l'adhésion de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans au Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique
- 7 - Extension de l'itinéraire des Grandes Traversées du Vercors en Gervanne
- 8 – Attribution de subventions exceptionnelles
- 9 – SCIC 8 Fablab Drôme : Augmentation du capital détenu par la commune
- 10 – Personnel communal : Avenant à la convention avec le CCCPS relative à la mise à disposition de services pour la piscine et autres manifestations – Information de l'assemblée
- 11 - Personnel communal : Modification du tableau des effectifs

NOTE DE SYNTHÈSE

1 - Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2015

La création de la CCCPS au 1^{er} janvier 2014 s'est faite sans surcoût pour les Crestois puisque les taux communaux 2014, pour les trois taxes ménage, correspondent aux taux historiques de la taxe d'habitation, du foncier bâti et du foncier non bâti dont le taux voté par la communauté de communes a été soustrait.

Pour l'année 2015, l'engagement de ne pas augmenter les taux des impôts communaux sera poursuivi et les taux d'imposition appliqués en 2014 seront reconduits comme suit :

⇒ Taxe d'habitation	16,48 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés bâties	17,96 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés non bâties	48,17 %

2 - Vote du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2015

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans est compétente en matière de « *Protection et mise en valeur de l'environnement* - Elimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés » depuis le 1^{er} mars 2014. La communauté de communes n'ayant pas instauré la TEOM avant la date butoir du 15 octobre 2014, le Conseil municipal doit voter le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2015. Le produit perçu au titre de cette taxe sera reversé dans son intégralité à la CCCPS.

3 – Travaux de prévention contre les inondations : Création de bassins de rétention Quartier Saint Antoine – 1^{ère} Tranche de travaux : Demande de subvention au titre de la D.E.T.R.

La création de bassins de rétention quartier Saint-Antoine a été autorisée par arrêté préfectoral du 18 décembre 2014, au titre du Code de l'environnement. Ce projet prévoit la réalisation de 2 bassins écrêteurs de crues sur le ruisseau de Saint-Antoine, terrassés par déblai du terrain naturel.

Au regard du coût de l'opération et du calendrier de réalisation, il convient de scinder les travaux en deux tranches opérationnelles :

- la première concernera la déviation du ruisseau et la création des deux bassins, pour un montant de 305 000 €H.T,

- la deuxième consistera à la réalisation des aménagements périphériques pour un montant de 245 000 €H.T .

Par délibération du 19 décembre 2014, la commune a sollicité un financement au titre de la DETR pour l'ensemble des travaux. A la suite d'un entretien avec Mme le Sous Préfet de Die au cours duquel les représentants de la commune ont soutenu les projets Crestois, Il a été demandé de présenter ce dossier sur deux exercices budgétaires au regard du coût de l'opération et du montant de l'enveloppe départementale DETR de la Drôme.

Aussi, la délibération présentée à l'assemblée retire la demande de financement précédente et acte une nouvelle demande.

La seconde tranche fera l'objet d'une demande de financement au titre de la DETR sur l'exercice 2016.

4 – Travaux de réfection et de sécurisation des voiries : Demande de subvention au titre de la Réserve parlementaire

La commune compte près de 104 kms de voirie communale qu'il convient d'entretenir d'autant que les travaux de réfection des revêtements doivent être effectués tous les dix à quinze ans. Un des enjeux consiste à offrir un espace partagé pour les différents modes de transport et de proposer pour chacun d'eux, des aménagements qui leur permettent un déplacement sécurisé. Dans ce cadre, il est proposé de réaliser un certain nombre de travaux de réfection et de sécurisation des voiries.

Le coût d'ensemble de cette opération s'élève à 91 500 € H.T. et peut bénéficier d'un soutien financier au titre de la réserve parlementaire.

5 – Acquisition d'un serveur de vidéosurveillance : Demande de subvention au titre de la Réserve parlementaire

Le système de vidéosurveillance actuel est arrivé à saturation. Aussi, afin de maintenir le caractère opérationnel du dispositif, il est proposé d'acquérir un nouveau serveur capable de gérer jusqu'à plusieurs dizaines de caméras, d'isoler les caméras sur un réseau dédié tout en offrant l'accès aux images à la demande de tous les utilisateurs autorisés. Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 31 120 € H.T. et peut bénéficier d'un soutien financier au titre de la réserve parlementaire.

6 - Accord de la commune à l'adhésion de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans au Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique

Ce syndicat, créé en 2007 par les Conseils généraux de l'Ardèche et de la Drôme et la région Rhône-Alpes, a pour objectif de couvrir l'ensemble du territoire bi-départemental par le très haut débit d'ici 2025, hormis les zones agglomérées concernées par les investissements privés.

Le syndicat s'attache aussi à déployer la fibre optique et prévoit de raccorder 50 % des prises de l'intercommunalité sur les 5 premières années du déploiement.

La CCCPS a, par délibération du 4 décembre 2014, décidé d'adhérer audit syndicat.

En application de l'article L. 5214-27 du CGCT, l'adhésion d'une communauté de communes à un syndicat mixte est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres.

Après le retrait de cette délibération lors de la séance du 26 février dernier, il est proposé à l'assemblée de se prononcer sur cette adhésion compte tenu des précisions apportées.

7 - Extension de l'itinéraire des Grandes Traversées du Vercors en Gervanne

Les Grandes Traversées du Vercors offrent divers itinéraires pour randonner dans le massif à pied ou à VTT (350 km) et à cheval (230 km). Si l'itinéraire principal sillonne les sentiers du parc naturel régional du Vercors, il existe de nombreuses variantes qui permettent d'explorer les 7 territoires du Vercors. Les accès aux GTV sont multiples et simples et les choix d'étapes infinis. Afin de donner l'envie et les moyens de découvrir de nouveaux paysages et notamment la vallée de la Gervanne, le parc du Vercors projette l'extension de l'itinéraire GTV « VTT - Equestre » au Sud du territoire, avec un départ de la ville de Crest, « ville porte » du PNRV.

Dans ce cadre, il est proposé d'approuver l'extension dudit itinéraire sur le territoire communal, ce parcours apparaissant ensuite dans le carto-guide du parc Gervanne-Royans Drôme qui doit être réalisé très prochainement.

8 – Attribution de subventions exceptionnelles

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle aux associations suivantes :

- 200 € à l'APOSS qui célébrera le 25ème anniversaire de l'association et qui souhaite offrir aux mélomanes un festival de grande qualité,
- 100 € à la Maison Familiale Rurale de DIVAJEU afin de soutenir un voyage d'études en Aveyron au mois de mai de deux classes de 3ème.

9 – SCIC 8 Fablab Drôme : Augmentation du capital détenu par la commune

A la suite de son entrée dans le capital de la SCIC 8 Fablab Drôme, la commune a souscrit au total 30 parts de capital de 100 euros de nominal chacune, émise à la valeur nominale de la SCIC. La commune s'étant engagée à participer à hauteur maximale de 5 000 €, il est proposé de souscrire 20 parts de capital supplémentaires de 100 euros de nominal chacune.

10 – Personnel communal : Avenant à la convention avec la CCCPS relative à la mise à disposition de services pour la piscine et autres manifestations – Information de l'assemblée

A la suite de la création puis de l'approbation des statuts de la CCCPS, un certain nombre de compétences lui ont été transférées. Le transfert de la compétence « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire », n'étant que partiel, une convention de mise à disposition de service a été signée le 21 mars 2014 afin de définir les conditions et les modalités d'intervention de chaque partenaire.

Au regard de la nouvelle organisation de ses services, la CCCPS a souhaité prendre en charge la mission : Remise en service de la piscine, dont le nettoyage, la peinture, la remise en eau des bassins....

Compte tenu de cette évolution, un avenant sera signé avec la CCCPS afin de reconduire la convention au seul titre des missions liées à la logistique des manifestations sportives de rayonnement départemental, régional, national ou international.

11 - Personnel communal : Modification du tableau des effectifs

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs afin de tenir compte de l'évolution des carrières des agents et des mouvements de personnel.

<p align="center">VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR L'ANNEE 2015</p>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée qu'en application des dispositions de l'article 1639A du Code Général des Impôts et de l'article L.1612.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012, les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent voter les taux des impositions directes locales perçues à leur profit avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

Par délibération du 11 avril 2014, le Conseil municipal a fixé les taux des taxes directes locales 2014 comme suit :

⇒ Taxe d'habitation	16,48 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés bâties	17,96 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés non bâties	48,17 %

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, créée au 1^{er} janvier 2014, perçoit le produit des impositions économiques des communes regroupées, vote le taux de la cotisation foncière des entreprises et décide des exonérations.

Il est proposé de reconduire en 2015 les taux d'imposition communaux appliqués en 2014.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi de finances pour 2015,

Vu les articles 1636B et 1639A du Code Général des Impôts,

Vu l'article L.1612.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 8 janvier 2014 approuvant le régime de la fiscalité professionnelle unique,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 11 avril 2014 fixant les taux d'imposition pour l'année 2014,

Vu le budget primitif 2015 de fonctionnement,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 17 mars 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2015 comme suit :

⇒ Taxe d'habitation	16,48 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés bâties	17,96 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés non bâties	48,17 %

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer l'imprimé « 1259 Com » notifiant les taux d'imposition.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2015

I - RESSOURCES FISCALES A TAUX CONSTANTS				
Bases d'imposition effectives 2014	Taux d'imposition communaux de 2014	Taux d'imposition plafonnés 2015	Bases d'imposition prévisionnelles 2015	Produits à taux constants (col. 4 x col. 2 ou col. 3)
1	2	3	4	5
Taxe d'habitation.....	11 981 518	>>>	12 196 000	2 009 901
Taxe foncière (bâti).....	9 675 026	>>>	9 833 000	1 766 007
Taxe foncière (non bâti).....	92 434	>>>	92 000	44 316
CFE.....		>>>		0
Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants : 4				
Bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 4				
Total :				3 820 224

II - DECISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL				
3736680	241 908	Produit nécessaire à l'équilibre du budget	Produit de la CVAE	Produit attendu de la fiscalité directe locale (à reporter colonne 7)
		Total allocations compensatrices	Prélèvement pour le FSRIF	Produit attendu de la majoration TH des résidences secondaires

2. CALCUL DES TAUX 2015 PAR APPLICATION DE LA VARIATION PROPORTIONNELLE				
Taux de référence de 2014 (col. 2 ou 3)	COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE	Taux de référence 2015 (col. 6 x col. 8)	3. TAUX VOTES	Produit correspondant (col. 10 x col. 11)
6	7	9	10	12
Taxe d'habitation.....	16,48	16,48	16,48	2 009 901
Taxe foncière (bâti).....	17,96	17,96	17,96	1 766 007
Taxe foncière (non bâti).....	48,17	48,17	48,17	44 316
CFE.....	>>>			
Produit attendu				3 820 224
Produit à taux constants				
La diminution sans lien des taux a-t-elle été décidée en 2015 ? (indiquer OUI/NON dans la cellule ci-contre) :				Produit fiscal attendu
				3 820 224

<p align="center">VOTE DU TAUX DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES POUR L'ANNEE 2015</p>

Le rapporteur informe l'assemblée que le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est fixé à 7,03 % depuis l'année 2005 et qu'à défaut de nouvelle délibération le taux est reconduit.

Il précise que pour l'année 2014, le taux a été fixé par le Conseil municipal et ce de manière dérogatoire. En effet, la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans est compétente en matière de « *Protection et mise en valeur de l'environnement - Elimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés* » depuis le 1^{er} mars 2014.

Dans le cadre de la fusion de l'intercommunalité, la loi autorise l'application d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur le territoire pendant 2 années. Par délibération en date du 8 janvier 2014, le conseil communautaire a décidé de maintenir ces deux modes de fiscalité.

Etant donné que la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans n'a pas instauré la taxe d'enlèvement des ordures ménagères avant le 15 octobre 2014, date butoir, il revient à la commune de Crest de voter ce taux pour l'année 2015.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 107 de la loi de finances 2004 instaurant un nouveau mode de gestion de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

Vu le Code Général des Impôts, articles 1520 et 1521,

Vu la délibération du 11 avril 2014 fixant le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à 7,03 %,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de maintenir le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2015 à 7,03 %.

PRECISE que le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sera reversé intégralement à la Communauté de Communes du Crestois.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer l'imprimé « 1259 TEOM » notifiant les bases d'imposition prévisionnelles à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de la commune.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ETAT DE NOTIFICATION DES BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES

A LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES DES COMMUNES

Bases exonérées sur délibération
Pas de plafonnement institué

	>>>>>>
Bases définitives de l'année précédente	: 9 850 302
Bases prévisionnelles d'imposition	: 9 977 401
Coefficient	:
Proportionnellement inscrite	:

A VALENCE, le 06 mars 2015

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

DELPLANS JEAN LUC

10

Le Préfet,

A

et

Le Maire,

**TRAVAUX DE PREVENTION CONTRE LES INONDATIONS -
CREATION DE BASSINS DE RETENTION QUARTIER SAINT-ANTOINE
1ère TRANCHE DE TRAVAUX
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA D.E.T.R.**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par délibération du 19 décembre 2014, la commune a sollicité un financement au titre de la D.E.T.R. afin de financer la création de bassins de rétention afin de prévenir et limiter les dégâts occasionnés par les eaux de ruissellement.

Le coût de l'opération s'élève à 605 500 € H.T. Au regard du coût de l'opération et du calendrier de réalisation, il convient de scinder les travaux en deux tranches opérationnelles :

- La première tranche concernera la déviation du ruisseau et la création des deux bassins pour un montant de 305 000 € H.T.
- La deuxième tranche consistera à la réalisation des aménagements périphériques pour un montant de 245 000 € H.T.

Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations prioritaires éligibles à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux, pour l'exercice 2015, il est proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, instituant la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux, issue de la fusion de la Dotation Globale d'Equipement et de la Dotation de Développement Rural (DDR),

Vu la circulaire préfectorale du 20 novembre 2014 listant les catégories d'opérations éligibles à la DETR, pour l'exercice 2015,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 sollicitant un financement au titre de la DETR pour la création de deux bassins de rétention,

Considérant qu'au regard de l'opération et du déroulé des travaux, il convient de scinder l'opération en deux tranches opérationnelles,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 17 mars 2015,

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 19 décembre 2014 sollicitant un financement au titre de la DETR pour la création de deux bassins de rétention.

APPROUVE la réalisation de cette opération en deux tranches opérationnelles. La tranche 1 consistera en la déviation du ruisseau et la création des deux bassins pour un montant de 350 000 € H.T.

SOLLICITE l'aide de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux, exercice 2015, pour cette première tranche opérationnelle.

PRECISE qu'une demande de financement au titre de la deuxième tranche opérationnelle sera faite sur l'exercice 2016.

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 2315 au budget de la commune, exercice 2015.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ACCORD DE LA COMMUNE
A L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS
DE SAILLANS AU SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N.)

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-17 L, L. 1425-1, L. 5214-27, L. 5211-5 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et notamment l'article 7 selon lequel la communauté est compétente pour établir et exploiter des réseaux de communications électroniques sur son territoire conformément à l'article L.1425-1 du CGCT,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014154-0027 en date du 3 juin 2014 approuvant la modification des statuts du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.),

Vu l'article 2 des statuts du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.), selon lequel le syndicat a pour objet l'établissement, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques, sur le périmètre des départements de la Drôme et de l'Ardèche, dans les conditions prévues par la loi,

Vu l'article 5 des statuts du Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.), selon lequel tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le siège est situé dans le département de l'Ardèche ou dans celui de la Drôme peut demander à adhérer au syndicat,

Vu l'article L. 5214-27 du CGCT selon lequel, sauf dispositions statutaires contraires, l'adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté,

Vu l'intérêt qu'il y a pour la communauté de communes de pouvoir adhérer au Syndicat Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.),

Vu le courrier de la CCCPS du 22 décembre 2014 nous informant de son adhésion au Syndicat Mixte Ardèche Drôme Numérique pour le déploiement de la fibre optique, laquelle adhésion étant subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes,

Vu l'avis de la commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » du 25 février 2015,

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord à l'adhésion de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans au Syndicat Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.).

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A CREST, le
Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

EXTENSION DE L'ITINERAIRE DES GRANDES TRAVERSEES DU VERCORS EN GERVANNE
--

Le rapporteur informe l'assemblée que les Grandes Traversées du Vercors offrent divers itinéraires pour randonner dans le massif à pied ou à VTT (350 km) et à cheval (230 km). Si l'itinéraire principal sillonne les sentiers du parc naturel régional du Vercors, il existe de nombreuses variantes qui permettent d'explorer les 7 territoires du Vercors.

Une association de professionnels de la randonnée itinérante, composée d'hébergeurs, d'agences de voyage spécialisées, d'accompagnateurs de tout type de randonnées, d'écoles de ski, s'attache à promouvoir et animer ces itinéraires pédestres, de VTT et équestres au cours de balades ou traversées qui parcourent l'ensemble du massif du Vercors, via des itinéraires balisés.

En 2015, une extension de l'itinéraire GTV « VTT - équestre » est en projet sur le Sud du territoire, au départ de la ville de Crest, « ville porte » du Parc naturel régional du Vercors.

Le tracé retenu traverse les communes de Crest, Aouste sur Sye, Cobonne, Suze sur Crest, Beaufort sur Gervanne, Gigors et Lozeron, Plan de Baix, avant de rejoindre l'itinéraire actuel sur la commune du Chaffal.

Au regard de ce nouvelle proposition, il est proposé d'approuver l'extension dudit itinéraire sur le territoire communal, ce parcours apparaissant ensuite dans le carto-guide du parc Gervanne-Royans Drôme qui doit être réalisé très prochainement.

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

ACCEPTE le passage des VTTistes et cavaliers sur l'itinéraire sélectionné,

EMET un avis favorable au tracé de l'itinéraire GTV Gervanne sur la commune de Crest, étant précisé que le tracé exact part de la gare, longe les quais, emprunte le parcours santé jusqu'à la Lozière, traverse la route départementale pour rejoindre le Chemin de Saint-Vincent puis la route de Cobonne, la Lozière.

ACCEPTE la mise en place de balises type GTV (sur les panneaux directionnels en place) nécessaires à la pratique de l'itinérance.

SOUTIENT la mise en réseau des professionnels (hébergeurs, prestataires d'activités, commerces...) autour de l'itinéraire.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION PAROISSIALE DES ORGUES DE SAINT-SAUVEUR (APOSS)</p>
--

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif 2015,

Vu la demande de subvention exceptionnelle de l'APOSS qui souhaite marquer le 25ème anniversaire de sa création en proposant des concerts originaux lors du festival de musique sacrée,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement sportif, culturel, touristique et éducatif de la commune,

Vu l'avis de la commission «Budget » du 17 mars 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle de 200 € à l'APOSS afin de soutenir la 25ème édition du festival de musique sacrée.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p align="center">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA MAISON FAMILIALE RURALE DE DIVAJEU</p>
--

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif 2015,

Vu la demande de subvention exceptionnelle de la Maison familiale rurale de Divajeu afin de financer un voyage d'études en Aveyron de deux classes de 3ème,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement sportif, culturel, touristique et éducatif de la commune,

Vu l'avis de la commission «Budget » du 17 mars 2015,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle de 100 € à la Maison familiale rurale de Divajeu afin de financer un voyage d'études en Aveyron de deux classes de 3ème.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF (SCIC) SA 8 FABLAB DRÔME : AUGMENTATION DU CAPITAL DETENU PAR LA COMMUNE

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) SA 8 Fablab Drôme permet trois types d'associés : les salariés, les bénéficiaires de l'activité (clients, fournisseurs, usagers) et une troisième catégorie qui peut comporter au choix, des bénévoles, des collectivités publiques, des riverains, des financeurs.

En application de la délibération du 15 novembre 2013, le Conseil municipal a autorisé l'entrée de la commune dans le capital de la SCIC 8 Fablab Drôme et s'est engagé à participer à hauteur maximale de 5 000 €. Il a ainsi souscrit 10 parts de capital de 100 Euros au moment de la création de la SCIC puis à nouveau 20 parts de capital de 100 Euros.

Aussi, il est proposé de souscrire 20 parts de capital supplémentaires de 100 Euros de nominal chacune.

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 17 mars 2015,

Après en avoir délibéré,

DECLARE souscrire à la SCIC SA 8 Fablab Drôme 20 parts de capital de 100 Euros de nominal chacune.

Les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 266 du budget communal.

AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**PERSONNEL COMMUNAL :
AVENANT A LA CONVENTION AVEC LA CCCPS RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION
DE SERVICES POUR LA PISCINE ET AUTRES MANIFESTATIONS -
INFORMATION DE L'ASSEMBLEE**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que suite à la création et à l'approbation des statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, un certain nombre de compétences lui ont été transférées.

Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à raison du caractère partiel de ce dernier. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

Ainsi, le transfert de la compétence « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire », n'étant que partiel, une convention de mise à disposition de service a été signée le 21 mars 2014 afin de définir les conditions et les modalités d'intervention de chaque partenaire.

Depuis, la communauté de communes a mis en place une nouvelle organisation de ses services et souhaite à compter de la prochaine saison estivale prendre en charge la mission « Remise en service de la piscine, dont le nettoyage, la peinture, la remise en eau des bassins.... ».

Compte tenu de cette évolution, un avenant sera signé avec la CCCPS afin de reconduire la convention au seul titre des missions liées à la logistique des manifestations sportives de rayonnement départemental, régional, national ou international.

Le Conseil municipal doit être informé de cette évolution quant aux conditions de mises à disposition des services.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5211-4-1,

Vu l'arrêté 2014059-0005 en date du 28 février 2014 par lequel M. le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans,

Vu la convention de mise à disposition de services avec la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans relative à la compétence « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire » du 21 mars 2014,

Vu le projet d'avenant à la convention compte tenu de l'évolution de l'organisation des services,

Considérant qu'une simple information de l'assemblée délibérante est nécessaire lorsque le principe de remboursement est respecté,

Le Conseil municipal

EST INFORME de la modification des conditions de mise à disposition temporaire et ponctuelle de services de la commune à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans qui concernera uniquement les missions liées à la logistique lors des manifestations sportives de rayonnement départemental, régional, national ou international.

PRECISE qu'un avenant à la convention qui règle les conditions d'organisation de cette mise à disposition et de remboursement des interventions sera signé.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS</p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que l'organisation des services, les mouvements de personnels, l'évolution des carrières, notamment par l'avancement de grade dans un cadre d'emploi ou au titre de la promotion interne, la réussite aux concours et examens professionnels, les départs de certains agents, nécessitent des réajustement et la mise à jour du tableau des effectifs.

Aussi, il est proposé de modifier le tableau des effectifs et de créer à compter du 1^{er} avril 2015 un poste d'adjoint administratif à temps non complet.

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de Cabinet des autorités territoriales,

VU le tableau des effectifs approuvé par la délibération du 28 novembre 2014

Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE de créer au 1^{er} avril 2015 :

✓ un poste d'adjoint administratif à temps non complet (30 heures hebdomadaires)

APPROUVE le tableau des effectifs modifié.

DONNE pouvoir au Maire ou son représentant pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,
Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Le Député-Maire de Crest
Hervé MARITON